

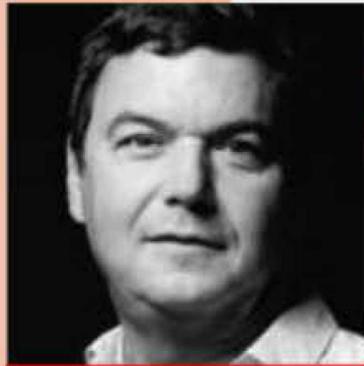
«C'est irresponsable, la ministre doit partir»

Libération, 18 février 2021

L'économiste Thomas Piketty tire à boulets rouges sur Frédérique Vidal et ses déclarations sur l'«islamo-gauchisme», preuve selon lui de sa méconnaissance des sciences sociales.

Une suspicion généralisée qui amènerait à un dialogue de sourds : l'économiste Thomas Piketty, connu pour ses recherches internationales sur les inégalités, estime que la demande d'enquête sur la présence de courants «islamo-gauchistes» à l'université, faite dimanche par la ministre Frédérique Vidal, est un non-sens.

Jean-Michel Blanquer en octobre, Frédérique Vidal aujourd'hui. Pourquoi ces attaques contre le monde universitaire, et sur ce thème de l'islamo-gauchisme ? L'horreur des attentats de 2015-2016 et de la décapitation de Samuel Paty en 2020 fait que chacun cherche naturellement des explications, des coupables. Chez les plus désespérés, mais aussi parmi les plus cyni-



INTERVIEW

ques, certains ont eu l'idée géniale de soupçonner de complicité jihadiste n'importe quel chercheur s'intéressant aux questions de discrimination, ou encore n'importe quel croyant musulman achetant du halal ou portant des leggings sur la plage, un foulard dans la rue ou lors d'une sortie scolaire. Ces soupçons ignobles sont totalement à côté de la plaque, dans un contexte où le pays devrait être rassemblé derrière son système de justice, de police et de renseignement pour lutter contre l'ultraminorité terroriste.

Cette logique de la suspicion généralisée ne peut conduire qu'à des raidissements et à des dialogues de sourds. Et pendant ce temps-là, personne ne parle des politiques antidiscriminatoires dont nous aurions tant besoin, et qui demandent des débats approfondis et apaisés, tant les enjeux sont nouveaux et ouverts.

Pourquoi demandez-vous la démission de la ministre ?

Avec ses déclarations, Frédérique Vidal a démontré sa totale inculture et sa profonde ignorance de la recherche en sciences sociales. Elle livre à la vindicte populaire les personnes qui produisent et diffusent

les savoirs dont nous avons tant besoin dans cette époque hyper-violente. Avec l'extrême droite aux portes du pouvoir dans plusieurs régions et au niveau national, c'est totalement irresponsable. Elle doit partir.

Vous connaissez bien la recherche. Quelle est la réalité de ces «chercheurs minoritaires qui porteraient au sein de l'université des idées radicales et militantes de l'islamo-gauchisme» que dénonce la ministre ?

Je ne connais aucun chercheur que l'on puisse soupçonner de près ou de loin de complaisance avec les jihadistes, ou dont les travaux auraient pu «*armer idéologiquement le terrorisme*», suivant l'expression désormais routinière au sommet de l'Etat. Et le terrorisme au Nigeria, au Sahel, en Irak, aux Philippines, c'est aussi de la faute des universitaires islamo-gauchistes français ou américains ? C'est ridicule et dangereux. Au lieu de mobiliser l'intelligence collective pour appréhender des processus sociohistoriques inédits et complexes, ce que font précisément les chercheurs en sciences sociales, on sombre dans la logique du bouc émissaire à courte vue.

Pensez-vous qu'il y a un climat anti-intellectuels en France ?

Les diatribes anti-intellectuels sous Sarkozy avaient marqué une pre-

mière étape. Mais l'hystérie actuelle autour de l'accusation d'islamo-gauchisme nous fait franchir un nouveau seuil. Petit à petit, les responsables politiques français, du centre droit à l'extrême droite, se rapprochent sans le savoir de l'attitude des nationalistes hindous du Bharatiya Janata Party (BJP) qui, depuis dix ans, visent à asseoir leur domination politique en stigmatisant toujours davantage la minorité musulmane (14 % de la population, soit 150 millions de personnes tout de même) et les intellectuels réputés islamo-gauchistes soupçonnés de les défendre. On l'ignore trop souvent en France, mais cette hargne des nationalistes hindous se nourrit elle aussi des attentats jihadistes commis sur le sol indien, comme ceux de Bombay en 2008 ou les attaques au Cachemire musulman début 2019. On en est évidemment très loin en France, mais il est urgent de se mobiliser avant que les choses ne continuent à dégénérer pour les groupes les plus fragiles. Concrètement, les intellectuels français disposent encore de solides ressources pour se défendre, mais il n'en va pas de même pour les populations issues de l'immigration extra-européenne, qui font face dans notre pays à des discriminations sociales et professionnelles extrêmement lourdes et à une stigmatisation croissante.

Comment jugez-vous l'université française par rapport aux autres grandes universités internationales ? Y a-t-il une américanisation de la recherche ?

L'idée d'une contamination des chercheurs français par leurs collègues américains ne correspond à aucune réalité. En pratique, le développement des études coloniales et postcoloniales, par exemple des travaux sur l'histoire des empires coloniaux et de l'esclavage, est une co-production internationale. Cette évolution implique depuis longtemps des chercheurs basés en Europe, aux Etats-Unis, en Inde, au Brésil, etc. Elle est là pour durer, et c'est tant mieux. Le phénomène colonial s'étale de 1500, avec les débuts de l'expansion européenne, jusqu'aux années 60 avec les indépendances, voire jusqu'aux années 90 si l'on intègre le cas de l'apartheid sud-africain. A l'échelle de la longue durée, cette phase coloniale vient tout juste de se terminer. Ses conséquences sur les structures sociales ne vont pas disparaître en un claquement de doigts. Il a fallu quelques décennies pour que la recherche s'empare pleinement des thèmes coloniaux et postcoloniaux. Ce n'est pas près de changer, et c'est tant mieux.

Recueilli par
CÉCILE DAUMAS